



PROJET DE PRODUCTION D'ACIER À BASSE ÉMISSION DE CO₂ SUR LE SITE DE DUNKERQUE

Concertation préalable sous l'égide de la CNDP du 23 novembre 2022 au 12 février 2023

CONTRIBUTION – JANVIER 2023



Le PCF se donne pour objectif de promouvoir la pleine autonomie et le plein épanouissement de chaque femme et homme, en faisant reculer toutes les formes sociales d'exploitation, de domination et d'aliénation.

Ses militant·e·s sont organisé·e·s au plus près des populations et du monde du travail, afin d'élaborer et nourrir les propositions du PCF sur chacune des grandes questions en débat dans la société. La lutte contre les bouleversements climatiques en fait partie.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Section de Dunkerque-Littoral

pcfunkerquelittoral@gmail.com

Les signaux d'alerte sur le dérèglement climatique se succèdent. Les causes en sont connues, notamment les émissions de CO₂ et de méthane issues de nos modes de production, industrielle comme agricole, et de consommation.

Les conséquences se perçoivent quotidiennement à travers le monde : événements météorologiques extrêmes, pics de chaleur, inondations, incendies, extinction de la biodiversité, ...

Les communistes du Dunkerquois s'inscrivent dans la perspective d'une transition écologique s'appuyant sur la nécessaire transformation de nos modes de production et de consommation.

POUR LE CLIMAT, UN AUTRE PROJET POLITIQUE

La lutte contre les bouleversements climatiques est un projet politique en soi, qui impose de tourner le dos au capitalisme mondialisé et financiarisé. En effet, on ne peut malheureusement que constater, conférence après conférence sur le climat, que les seuils d'alerte sont sans cesse dépassés. Notre niveau des connaissances scientifiques aujourd'hui, permet d'affirmer que l'énorme accélération (d'un facteur 100 environ) du réchauffement de la planète provient de notre activité depuis l'ère industrielle.

Aussi nous ne pouvons que nous réjouir de la prise de conscience, même tardive, des industriels sur la nécessité d'investir dans l'outil de production pour en réduire le niveau des nuisances sur l'ensemble du vivant. Mais cette prise de conscience écologique n'est-elle qu'une façade pour mieux, voire accentuer, l'exploitation capitaliste du travail, tout en faisant pression sur les politiques (France et Europe) pour obtenir le maximum d'aides publiques (écologie oblige) ?

On peut légitimement s'interroger quand le responsable chargé de la décarbonation en Europe chez Arcelor-Mittal, escompte que les subventions publiques couvriront la moitié des investissements du groupe d'ici 2030, alors que son chiffre d'affaire a affiché une augmentation de 44 % en 2021 et qu'il a proposé en juin 2022 le versement d'un dividende en hausse de 27 % sur un an.

Il nous semble donc légitime en tant que citoyen·ne·s, avec les salarié·e·s et leurs représentant·e·s, d'avoir un droit de regard sur ces investissements, la stratégie de l'entreprise et la répartition des richesses créées par le seul travail. La transition écologique industrielle ne peut se faire au détriment des salarié·e·s, de l'humain, en augmentant la rémunération du capital et tout en profitant des fonds publics.

L'organisation obligatoire de la concertation préalable sur le projet de production d'acier à basse émission de CO2 sur le site de Dunkerque par la CNDP est donc très importante. Cette concertation ne saurait à notre sens se contenir à la marge du sujet, elle se doit au contraire d'appréhender l'ensemble des enjeux de la crise sociale et écologique que le dernier rapport du GIEC souligne avec force.

L'EMPLOI

On sait que la transition vers des fours électriques pourrait s'accompagner d'une réduction de personnel. Aussi **les milliards déversés par les banques et la BCE sur l'État et sur les entreprises doivent être utilisés autrement.** Il faut :

- Interdire les licenciements dans les grands groupes bénéficiant de fonds publics et instaurer un droit de contre-propositions des salarié·e·s et des habitant·e·s pour sécuriser l'emploi au lieu de baisser le « coût du travail ».
- Créer un fond de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique, géré démocratiquement, pour agir sur les décisions des grandes entreprises et des banques et faire contribuer le capital et les profits.

L'emploi est une question politique, car c'est une question de pouvoirs et de logique de notre société. Dans le capitalisme, l'emploi est traité au mieux comme un solde et essentiellement comme un coût face à la rentabilité financière du capital. Ce n'est pas seulement une question de « contreparties » aux aides. Il faut donc une autre logique : au lieu de mettre l'investissement et le capital d'abord, mettre l'emploi et la formation d'abord avec une sécurité de revenu.

Car le travail et les travailleurs sont un levier d'efficacité pour une nouvelle production, écologique, dans nos territoires. L'investissement doit en découler, pas l'inverse. Et il faut des moyens démocratiques de suivi dans la durée, avec les intéressé·e·s.

C'est pourquoi les communistes mettent en perspective (dans les luttes pour l'emploi) un système de sécurité d'emploi et de formation.

Nous mettons en cause les pouvoirs patronaux et ceux de l'État ou des régions qui accompagnent leur logique d'utilisation de l'argent. Nous voulons poser dans les luttes des enjeux politiques : quelle action publique sur les entreprises et les banques ? Avec quels critères et quelle démocratie ? **Posons la question d'un projet de société : précarité ou sécurité ?**

Une émancipation par une efficacité nouvelle où la formation de chacune et chacun devient un but en soi, avec une réduction du temps de travail, y compris tout au long de la vie, et une libération du marché du travail par une sécurité de revenu dans une mobilité de progrès, incluant d'autres activités que l'emploi ou la formation.

LA FORMATION

Avant tout, un petit rappel :

La place de l'enseignement professionnel initial public et la formation professionnelle dispensée par les lycées professionnels est incontournable pour contribuer à donner au travail ce sens qu'il requiert pour être vecteur d'épanouissement et d'émancipation. Les objectifs de l'enseignement professionnel public sont « former l'homme, le travailleur, le citoyen », et assurer les possibilités par la formation continue d'anticiper, d'accompagner les évolutions et créations des métiers.

On sait donc que l'école de la République possède les valeurs nécessaires pour former aux nouveaux métiers. Mais pas seulement, c'est aussi celui donner la capacité de comprendre le monde ! Mais cela est sans compter sur la volonté du gouvernement Macron de réformer, une nouvelle fois après Blanquer, l'enseignement professionnel.

Avec cette nouvelle réforme, nous sommes face à un véritable mépris par la classe dominante. Car elle remet les clés de la formation des jeunes - essentiellement d'origine populaire - au patronat. On y parle « d'adéquationnisme », un terme barbare pour signifier la volonté de tourner les lycées professionnels vers la satisfaction des besoins immédiats des entreprises locales, en forçant les élèves à rentrer dans ces parcours.

Il faut revoir la carte des formations. Enjeux environnementaux, numériques... les besoins de la société et des entreprises évoluent constamment. Plutôt que d'y répondre en offrant aux jeunes une formation à large spectre qui leur permette d'évoluer et de poursuivre ou de reprendre des études, le gouvernement fait le choix inverse en revoyant la carte des formations uniquement en fonction des besoins locaux, à court terme, en associant étroitement les représentants du monde économique aux décisions.

**C'est un véritable recul de société.
PROLO TU ES, PROLO TU RESTERAS !
C'EST UNE RÉFORME DE CLASSE !**

L'INVESTISSEMENT

L'argent public coule à flot !

Le montant des aides publiques au capitalisme français est colossal. C'est près de 160 milliards d'euros versés en 2019, révèle une étude réalisée par les chercheurs du Clersé, de l'université de Lille, à la demande de la CGT. Ces aides sont devenues le premier poste de dépenses de l'État. C'est même le double du budget de l'Éducation nationale (un comble quand on voit le désastre de la politique du gouvernement concernant l'Éducation nationale).

Elles amputent d'autant les budgets de l'État, des administrations publiques locales et de la Sécurité sociale. Cela n'a pas toujours été le cas, puisque ces aides n'atteignaient pas 10 milliards en 1980.

Ce premier poste du budget de l'État sert avant tout à maintenir le niveau des profits, dont une large part va aux actionnaires. Il faudra choisir : c'est soit le marché et la loi du profit, principaux moteurs de la dégradation climatique, soit des règles politiques fortes, financées par ceux qui possèdent les richesses (et polluent), pour gagner la bataille de la protection du vivant !

Alors quand Mittal escompte que les subventions publiques couvriront la moitié de ses investissements de décarbonation d'ici 2030, **nous disons OUI, MAIS !**

La production d'acier dans la planification écologique possède un rôle essentiel dans tous les domaines, que ce soit celui de l'automobile, de la relance du ferroviaire, du logement économe en énergie, de la fabrication de nouveaux systèmes de chauffage performants. Mais aussi dans le domaine de l'énergie pour le renouvellement de nos centrales nucléaires, la fabrication d'éoliennes ainsi que dans la nécessaire réindustrialisation de notre pays...

D'où la nécessité d'une bataille politique autour de l'impérative nationalisation de ce secteur stratégique qu'est l'industrie sidérurgique.

La préservation de l'environnement ne doit pas servir de prétexte au démantèlement des usines déjà existantes ou servir de diversion pour gagner du temps comme l'a fait Mittal, dans les années 2010, en laissant miroiter un maintien pérenne de l'activité du site de Florange. Tout cela n'ayant pour seule vision que le profit à court terme !

D'autre part, nous devons exiger que les possédants de l'outil industriel fassent les investissements nécessaires dans la maintenance de celui-ci afin de garantir la sécurité des salariés et des populations environnantes. **Un point zéro de l'état des installations devrait donc être réalisé avec les salariés et leurs représentants.**

Mais produire l'acier décarboné va nécessiter beaucoup d'électricité, c'est le point que nous allons maintenant aborder.

L'ÉNERGIE

Décarboner l'acier nécessite de changer le procédé de fabrication, comme ici à Dunkerque, en utilisant des fours électriques en lieu et place du charbon dans un haut fourneau.

Or actuellement, alors que nous n'avons pas encore changé de procédé, Arcelor-Mittal décide de mettre à l'arrêt des hauts-fourneaux en Europe pour faire face à la baisse de la demande d'acier et à la flambée des prix de l'énergie.

Nous sommes donc face à une véritable contradiction : d'un côté il faudra beaucoup plus d'énergie et de l'autre les prix de celle-ci explosent !

Mais le gouvernement à la réponse : c'est le « bouclier tarifaire » pour amortir le choc plutôt que de s'attaquer au marché libéralisé de l'énergie.

Avec ce bouclier tarifaire, c'est le contribuable qui vole au secours des majors de l'énergie en leur permettant de continuer à pratiquer des prix astronomiques et de dégager les profits équivalents... On socialise les pertes et on privatise les bénéfices. Notons d'ailleurs que le bouclier tarifaire représentera pour 2023 45 milliards d'euros, soit plus de deux fois le montant de déficit du système de retraite, pourtant dramatisé par le gouvernement pour justifier le report de l'âge de départ.

Nous proposons tout autre chose :

- Il s'agit d'abord de répondre à l'urgence en baissant la TVA à 5,5 % sur l'énergie, qui constitue, clairement, un bien de première nécessité. Pour les entreprises, mettre en place des aides conditionnées à l'obligation de maintenir les effectifs et soumises à un droit de veto pour les représentant·es du personnel.
- Ensuite, revenir aux prix régulés de l'énergie, qui permettraient aux entreprises et aux particuliers d'avoir une visibilité de plusieurs années et qui empêchaient la spéculation. La situation confirme que l'énergie ne peut être un marché comme les autres. Dans le prolongement de la recapitalisation à 100 % d'EDF par l'État, il faut mettre en place un service public de l'énergie et investir massivement pour garantir un mix énergétique décarboné (renouvelables et nucléaire).

RECYCLAGE DE L'ACIER

Le volume de recyclage de l'acier va augmenter de manière importante, ce qui est une bonne chose.

Dans le document de concertation pour le débat public on peut lire, au paragraphe 5.4.1 sur le niveau de bruit, que « dans le cadre du projet, Arcelor-Mittal mettra à jour la cartographie des sources sonores de l'établissement en y intégrant les nouvelles installations, dont les fours électriques à arcs. Une modélisation de l'impact acoustique en limites de propriété et au voisinage du site sera effectuée par un cabinet spécialisé. »

Mais, après une visite du site, nous voyons que le parc actuel de ferrailles n'a aucune protection acoustique, ni son extension déjà prévue. Nous demandons à ce que la modélisation prenne bien en compte ces nouvelles données dans le nouveau process.